

ROYAUME DU MAROC
MINISTRE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE NATIONAL, DE
L'URBANISME,
HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA
VILLE



AGENCE URBAINE
DE KENITRA-SIDI KACEM-SIDI
SLIMANE

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE N°20/AUKSS/ 2023

**ELABORATION DU PLAN VERT DE LA VILLE DE SIDI SLIMANE
PROVINCE DE SIDI SLIMANE
(Lot unique)**

Réservé aux PME

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix en application des dispositions du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) notamment paragraphe 1 de l'article 19 et les paragraphes 1 et 3 de l'article 20.



Rue Lamhaned Kacem, Bir Rami Est. B.P 1356-Kénitra - زنقة المهند قاسم، بئر رامي الشرقية ص.ب 1356-القنيطرة
Tél: 0537378503/10 - Fax : 0537378497 : الفاكس 0537378503/10 : الهاتف

Antenne Sidi Kacem- Tél: 0537590535 - Fax: 0537591358 : الفاكس 0537590535 : الهاتف - ملحقة سيدي قاسم-
Antenne Sidi Slimane- Tél/fax: 0537505548 : الفاكس/الهاتف - ملحقة سيدي سليمان- 0537505548



ARTICLE 1. OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Par le présent règlement de consultation, l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane confie au contractant qui accepte, de mener les tâches relatives à la réalisation de l'étude d'élaboration du plan vert de la ville de Sidi Slimane.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le **décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023)** relatif aux marchés publics. Toute disposition contraire au décrit précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de **l'article 21** et des autres articles du décret précité.

ARTICLE 2. MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres simplifié est l'Agence Urbaine de Kenitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane représentée par sa **Directrice M^{me} HAMTAMI NAHID** en sa qualité d'ordonnateur.

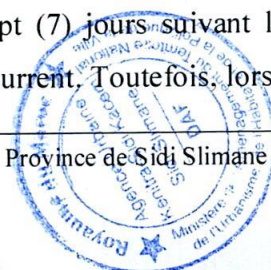
ARTICLE 3. INFORMATION ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret précité, tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements, fourni par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrent dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite



demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

L'identité ou la dénomination du ou des concurrents ayant formulé la demande prévue au premier alinéa du présent article ne doit, en aucun cas, être divulguée.

Article 4. Répartition en lots

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique.

Article 5. Dossiers de l'appel d'offres

Conformément aux dispositions de **l'article 22 du décret précité**, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du Cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Les modèles du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de consultation.

Article 6. Retrait du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents conformément aux dispositions de **l'article 23 du décret précité** et à l'arrêté du MEF n°1962-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de retrait des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le Portail Marocain des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** ou sur le site web de l'Agence Urbaine de Kénitra –Sidi Kacem Sidi Slimane **www.auks.ma**.



ARTICLE 6. MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 22 du décret précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, cette nouvelle séance doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret précité.

Dans ce cas, la nouvelle séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 8. CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics:

Peuvent participer à cet appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la C.N.S.S ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.

Ne sont pas admises à participer à cet appel d'offres les personnes physiques ou morales qui sont:

- En liquidation judiciaire ;



- En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par **l'article 152 du décret** précité;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés ;
- les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

**ARTICLE 9. JUSTIFICATION DES CAPACITES ET QUALITE DES CONCURRENTS
CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 28 DU DECRET N° 2-22-431
DU 15 CHAABANE 1444 (8 MARS 2023) RELATIF AUX MARCHES PUBLICS.**

I - Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique:

A- LE DOSSIER ADMINISTRATIF:

1 - Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a- Une déclaration sur l'honneur ;
- b- Le cautionnement provisoire doit être constituée et effectuée par voie électronique conformément à l'arrêté du MEF n°1962-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

En cas de groupement, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement ;

- c- Pour les groupements, une convention constitutive du groupement prévue à **l'article 150 du décret précité ou sa copie certifier conforme**. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.



2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 43 du décret précité :

a- La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent.

Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.

- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon les cas :

- Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

c- L'attestation de la CNSS délivrée depuis moins d'un an certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément à la décision du Ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.



La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

N.B : Pour justifier la qualité de la Petite et Moyenne Entreprise Nationale, le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire les pièces suivantes :

- Un certificat émanant de la CNSS, prouvant que le nombre des salariés ne dépasse pas 200 salariés ;
- Le document prouvant la qualité de la personne dirigeante avec les attributions qui lui sont conférées pour représenter le concurrent ;
- Un certificat attestant du chiffre d'affaires de l'entreprise émanant de la Direction Générale des Impôts ;
- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B - LE DOSSIER TECHNIQUE :

Ce dossier doit comprendre les pièces suivantes :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;

II - Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et additif et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1 du I-A de l'article 6 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché qui résultera du présent appel d'offres ;
- 2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a- Une attestation ou sa copie conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

b- Une attestation ou sa copie conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale justifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet

organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 5 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

C - L'OFFRE TECHNIQUE :

Ce dossier est constitué des pièces suivantes :

1) La composition de l'équipe comprenant :

Un rapport traçant la composition de l'équipe comprenant :

- La liste nominative des membres de l'équipe, permanents ou consultants, avec leur curriculum vitae. Cette liste doit préciser les travaux que chacun mènera ainsi que la répartition du temps de son intervention pendant la durée de l'étude. Les enseignants devraient disposer d'autorisation de participer à des études conformément à la réglementation en vigueur.
- Le curriculum vitae de chaque intervenant devra être impérativement signé par ses soins (signature légalisée) et doit préciser sa fonction actuelle. Ledit CV doit être accompagné des copies certifiées conformes des diplômes correspondants.

Les membres de l'équipe doivent justifier des diplômes suivants :

1. Diplôme d'architecte, ou architecte-paysagiste, ou architecte-urbaniste ;
2. Master ou plus en urbanisme ;
3. Diplôme d'ingénieur en génie civil ;
4. Licence ou plus en Droit, avec une expérience dans le domaine du foncier ;
5. Master ou plus en environnement ;
6. Diplôme de l'infographiste ;
7. Diplôme de technicien en architecture et Urbanisme
8. Diplôme d'ingénieur en système d'information géographique (SIG)

NB :

- En cas d'absence de l'un des 3 premiers profils (architecte, urbaniste et ingénieur en VRD) susvisés, l'offre du candidat sera écartée ;
- Au cas où un des CV n'est pas « signé légalisé » et/ou un des diplômes n'est pas « en copie certifiée conforme », la note qui sera attribuée est 0.



2) La note méthodologique, le planning et le chronogramme détaillés de l'étude comprenant :

a- La note méthodologique comprenant :

- La présentation développée de la problématique de l'aire de l'étude ;
- La présentation détaillée des objectifs de l'étude ;
- La méthodologie générale ;
- L'organigramme général de l'étude ;
- Les outils d'investigation et les approches thématiques nécessaires à l'élaboration de cette étude (enquêtes, études à mener, etc.) ;
- Le caractère innovant de l'offre.

b- Planning détaillé :

Un planning détaillé précisant le phasage, la définition des différentes tâches et la durée d'intervention de chaque membre de l'équipe afin de permettre de mener à terme l'étude en question dans les délais impartis.

Ceci doit être explicité à travers, notamment :

- L'organigramme de l'étude (les étapes de la réalisation de l'étude) ;
- Le planning des tâches ;

c- Le chronogramme

Le chronogramme des intervenants détaillé

D - L'OFFRE FINANCIERE :

Celle-ci comprend :

- a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.



Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation des marchés.

- b) Le bordereau de prix global et la décomposition du montant global conformément aux modèles fixés par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total de la décomposition du montant global prévaut.

Les montants totaux du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant de l'acte d'engagement, et celui du bordereau du prix global, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 10. PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité et suite à l'arrêté du MEF n°1962-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics , **qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de dépôt des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.**

Le dossier du concurrent contient trois sous-dossiers distincts :

- a- Le premier contient les pièces des dossiers administratifs et techniques, le cahier des prescriptions spéciales paraphé sur toutes les pages et signé à la dernière page par le concurrent ou la personne habilité à cet effet. Ce dossier doit porter de façon apparente la mention « dossier administratif et technique » ;
- b- Le deuxième contient l'offre technique. Elle doit porter de façon apparente la mention « offre technique » ;



- c- Le troisième contient l'offre financière. Elle doit porter de façon apparente la mention « offre financière ».

ARTICLE 11. DÉPÔT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de **l'article 34 et 135 du décret précité** et suite à l'arrêté du MEF n°1962-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, qui stipule les dispositions relatives à l'obligation de dépôt des plis et des offres des concurrents par voie électronique et à la dématérialisation des garanties pécuniaires.

ARTICLE 12. RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de **l'article 35 du décret précité** et suite à l'arrêté du MEF n°1962-23 du 23/06/2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics :

Tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du certificat de signature électronique ayant servi au dépôt de ce pli. Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôt des plis.

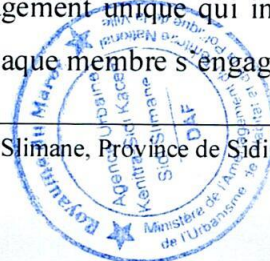
Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'arrêté précité avant la date et l'heure limites d'ouverture des plis.

ARTICLE 13. GROUPEMENT DES CONCURRENTS

Les soumissionnaires pourront constituer des groupements avec d'autres membres. Dans ce cas, l'engagement des membres du groupement est soit conjoint, soit solidaire, selon les dispositions de **l'article 150 du Décret précité**.

Dans tous les cas, la déclaration de groupement doit préciser le mandataire du groupement chargé de représenter le groupement vis à vis de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane jusqu'à la date de la réception définitive du marché.

Chaque membre du groupement conjoint ou solidaire, y compris le mandataire, doit justifier individuellement les capacités juridiques techniques et financières requises pour son engagement. Aussi le groupement conjoint doit présenter un acte d'engagement ~~unique~~ qui indique le montant total du marché en précisant les parties des prestations que chaque membre s'engage à réaliser.



Chaque soumissionnaire ne présentera qu'une offre, soit lui-même, soit en tant que membre d'un groupement.

Un soumissionnaire qui représente plusieurs offres ou qui participe à plusieurs offres, sera écarté.

ARTICLE 14. DÉLAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 36 du décret précité Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante (60) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 15. CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS - EXAMEN DES OFFRES ET MODE DE JUGEMENT

L'examen des offres sera effectué par une commission désignée à cet effet par l'ordonnateur ou son délégué. Les travaux de cette commission se dérouleront conformément aux dispositions **des articles 38, 39, 41, 42, 43 et 44 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.**

Les membres de la commission sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance.

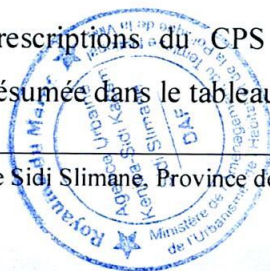
Les offres seront évaluées comme suit :

- **Phase 1 : Analyse préliminaire des dossiers administratif et technique**

Cette analyse tend à s'assurer de la conformité des propositions par rapport aux stipulations du règlement de la consultation notamment, les pièces des dossiers précités.

- **Phase 2 : L'appréciation de l'offre technique se fera selon la grille de notation suivante**

Toute méthodologie novatrice dans le cadre des prescriptions du CPS sera privilégiée. La méthodologie à suivre pour l'évaluation de ce volet est résumée dans le tableau suivant :



AXE DE NOTATION		NOTE
I-PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE :		
1. PROBLEMATIQUE :		
• Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS, la note attribuée est 0.		
- Aspects relatifs à la présentation de l'aire d'étude et maîtrise du territoire	Détaillé : 06 points Aperçu global : 3 points N'est pas entamé : 0 point	6 pts
- Aspects relatifs au diagnostic, orientations et propositions d'aménagement	Détaillé : 06 points Aperçu global : 3 points N'est pas entamé : 0 point	6 pts
- Illustration des aspects problématiques (cartes, schémas, photos, ...)	Détaillé : 06 points Aperçu global : 3 points N'est pas entamé : 0 point	6 pts
Sous total 1 : /18		
2. METHODOLOGIE GENERALE :		
• Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS, la note attribuée est 0.		
- Pertinence des objectifs arrêtés	Détaillé : 05 points Aperçu global : 2,5 points N'est pas entamé : 0 point	5 pts
- Cohérence de la démarche	Détaillé : 05 points Aperçu global : 2,5 points N'est pas entamé : 0 point	5 pts
- Aspects novateurs de la démarche	Détaillé : 05 points Aperçu global : 2,5 points N'est pas entamé : 0 point	5 pts
Sous total 2 : /15		
a. APPROCHE THEMATIQUE ET ENQUETES :		
• Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS, la note attribuée est 0.		
- Cohérence entre objectifs de l'étude et outils d'investigation proposés	Détaillé : 06 points Aperçu global : 3 points N'est pas entamé : 0 point	6 pts
- Consistance des études thématiques et sectorielles	Détaillé : 06 points Aperçu global : 3 points	6 pts

	points N'est pas entamé : 0 point		
Sous total 3 : /12			
b. ORGANIGRAMME ET PLANNING (cohérence et pertinence)			
• Au cas où un des critères n'est pas conforme au CPS, la note attribuée est 0.			
Organigramme de l'étude		7,5 pts	
Planning		3,5 pts	
Sous total 4 : /11			
chronogramme des intervenants		4	
Sous total 5 : /4			
T1 :/60			
II-EQUIPE PROPOSEE ET REFERENCES GENERALES :			
• En cas d'absence d'un des trois premiers profils (architecte, ingénieur en génie civil, Urbaniste) l'offre du candidat sera écartée			
• Au cas où un des CV n'est pas «signé légalisé» et/ou un des diplômes n'est pas «en copie certifiée conforme», la note attribuée est 0			
Profil	Critères de notation de documents de base	Note maximale	Note globale
- CHEF DU PROJET – ARCHITECTE PAYSAGISTE OU ARCHITECTE URBANISTE OU ARCHITECTE Si expérience similaire = 0 an (0 points), Si expérience similaire = 1 an (2 points), Si expérience similaire = 2 ans (4 points), Si expérience similaire = 3 ans (6 points), Si expérience similaire = 4 ans (8 points), Si expérience similaire = 4 ans (8 points), Si expérience similaire= 5 ans et plus (10 points) 2 points par année d'expérience justifiée dans des études similaires (études paysagères, chartes paysagères,.....) - Pas d'expérience similaire : 0 point		Note maximale 10 Points	/10
CHEF DU PROJET		/10	
➤Urbaniste • 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires • Pas d'expérience similaire : 0 point		Note maximale 6 points	/6
➤Ingénieur en génie civil • 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires • Pas d'expérience similaire : 0 point		Note maximale 6 points	/6
➤Environnementaliste (Master ou plus)		Note maximale 5	/5

<ul style="list-style-type: none">• 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires• Pas d'expérience similaire : 0 point	points	
➤ Juriste (licence ou plus en Droit) <ul style="list-style-type: none">• 1 point par année d'expérience justifiée dans des études similaires• Pas d'expérience similaire : 0 point	Note maximale 4 points	/4
LE RESTE DE L'EQUIPE	/21	
T2 : /21		
III- MOYENS HUMAINS :		
➤ Infographiste (au moins un)	3 points	/3
➤ Technicien en architecture et urbanisme (au moins un)	3 points	/3
➤ Ingénieur en système d'information géographique (SIG)	3 points	/3
CADRES D'APPUI	/9	
T3 : /9		
Nt = T1 + T2 + T3		
Nt=/100		

Soit Nt (note technique) = T1 + T2 + T3

NB : Seule l'expérience acquise après l'obtention du diplôme sera comptée

• Phase 3 : Analyse financière comparative des offres

Selon les dispositions de l'article 144 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés public :

La commission écarte les offres excessives et anormalement basses selon les modalités ci – après :

- L'offre est considérée excessive, lorsqu'elle est supérieure de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage ;
- L'offre est considérée anormalement basses lorsqu'elle inférieure de plus de vingt-cinq pour cent (25%) par rapport à l'estimation du cout des prestations établie par le maître d'ouvrage.

La proposition la moins disante aura une note financière (Nf) de 100. Les autres propositions financières auront des notes inversement proportionnelles à leur montant, soit :

$$\text{soit } Nf_{2,3...} = Nf_1 / N_{2,3...} * 100$$

- **Phase 4 : Appréciation définitive**

Une note globale (Ng) sera calculée selon la formule de pondération suivante :

$$Ng = 0.30 Nf + 0.70 Nt$$

Ng : note globale du concurrent ; Nf : note financière du concurrent ; Nt : note technique du concurrent

N.B : Toute offre ayant obtenu une note technique (Nt) inférieure à **65 points** sera écartée (note éliminatoire).

Le concurrent qui a obtenu la note globale est la plus élevée est considérée l'offre la plus avantageuse et c'est lui qui sera attributaire du marché issu du présent appel d'offres.

ARTICLE 16. RESULTAT DEFINITIF DE L'APPEL D'OFFRES

Les résultats d'examen des offres seront affichés dans les locaux de l'Agence Urbaine de Kénitra-Sidi Kacem-Sidi Slimane et publiés également au portail des marchés de l'Etat et ce conformément à l'article 43 du décret précité.

ARTICLE 17. PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Conformément aux dispositions de l'article 147 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics précité le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de 15%. Dans les conditions de préférence fixées dans l'article 147 sus visé.

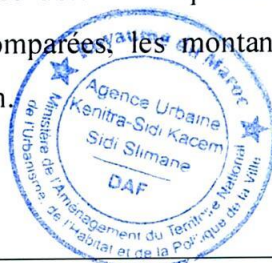
ARTICLE 18. LANGUE DE PRESENTATION DES DOSSIERS

Toutes les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents en réponse au présent appel d'offres doivent être établies en langue française.

ARTICLE 19. MONNAIE

Le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham.




ROYAUME DU MAROC

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME,
DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE
AGENCE URBAINE DE KENITRA-SIDI KACEM- SIDI SLIMANE**

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE N°20/AUKSS/2023

**ELABORATION DU PLAN VERT DE LA VILLE DE SIDI SLIMANE
RELEVANT DE LA PROVINCE DE SIDI SLIMANE**

Le Maitre d'Ouvrage	Le concurrent (Plus la mention Lu et accepté manuscrite)
	

Annexe 1

MODEL DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres⁽¹⁾ ouvert simplifié sur offres des prix, n° 20/AUKSS/2023

Objet du marché(2) : Elaboration du plan vert de la ville de Sidi Slimane, Province de Sidi Slimane
Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et
l'alinéa 3 paragraphe 1, de l'article 19 et du paragraphe 1 et 3 de l'article 20 du décret 2-22-431 du 8
mars 2023 relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée au concurrent

a- Pour les personnes physiques(4)

Je (1), soussigné:..... (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.....

Adresse du domicile élu :

Affilié à(5) sous le n°.....

Inscrit au registre du commerce de.....(Localité) sous le n°.....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

b- Pour les personnes morales(4)

Je soussigné : (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de : (Raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu:



Affilié à(5) sous le n°

Inscrite au registre de commerce (Localité) sous le n°

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement:

Nous soussignés:(6)

– Membre n° 1:

– Membre n° 2:

– Membre n° n:

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement;

D - Partie commune à tous les concurrents:

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, du concours, du marché négocié(l) concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus.

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1- remets, (remettons) revêtu de ma (nos) signature (s) un bordereau de prix et/ou la décomposition du montant global établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres.

2- m'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établis moi-même, lesquels font ressortir (8) :

Le marché est en lot unique

Montant hors T.V.A : (en lettres et en chiffres)

Taux de la T.V.A : (en pourcentage)

Montant de la T.V.A : (en lettres et en chiffres)



Montant T.V.A comprise :(en lettres et en chiffres)

L'Agence se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte n°

(à la trésorerie générale, bancaire ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à

..... (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

.....

Fait à : le :

(Signature et cachet du concurrent)

(1) Préciser la procédure utilisée.

(2) Choisir la mention appropriée: – ouvert national sur offres des prix, au rabais ou à majoration; – ouvert international sur offres des prix, au rabais ou à majoration; – ouvert simplifié sur offres des prix, au rabais ou à majoration; – restreint sur offres des prix, au rabais ou à majoration; – avec présélection sur offres des prix, au rabais ou à majoration.

(3) Préciser l'objet du marché, avec indication, le cas échéant, du lieu d'exécution y compris la commune, la province ou la préfecture et la région concernée.

(4) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à ces obligations.

(5) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale. (6) Indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas.

(7) En cas de concours, les alinéas 1) et 2) doivent être remplacés par ce qui suit: «1) m'engage, si le projet, présenté par (moi ou notre société) pour l'exécution des prestations précisées en objet du A ci-dessus et joint au présent acte d'engagement, est choisi par le maître d'ouvrage, à exécuter lesdites prestations conformément aux conditions des pièces produites par..... (moi ou notre société), en

exécution du programme du concours et moyennant les prix établis par moi-même dans le bordereau des prix-détail estimatif (ou décomposition du montant global) que j'ai dressé, après avoir apprécié sous ma responsabilité la nature et la difficulté des prestations à exécuter, dont j'ai arrêté: – Montant hors TVA: (en lettres et en chiffres) – Taux de la TVA:

..... (en pourcentage) – Montant de la TVA:
(en lettres et en chiffres) – Montant TVA comprise: (en lettres et en chiffres)

(2) m'engage à terminer les prestations dans un délai de.....et je m'engage, si l'une des primes prévues dans le programme du concours est attribuée à mon projet, à me conformer aux stipulations dudit programme relatives aux droits que se réserve le maître d'ouvrage sur les projets primés (à supprimer cet alinéa, si le maître d'ouvrage ne se réserve aucun droit sur les projets primés) ».

(8) En cas d'appel d'offres au rabais ou à majoration, cet alinéa doit être remplacé par ce qui suit: « m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales, moyennant un rabais (ou une majoration) de.....(en pourcentage), sur le bordereau des prix-détail estimatif ».

(9) En cas d'un marché alloti, le concurrent doit produire un acte d'engagement pour chaque lot au titre duquel il soumissionne. Dans ce cas, chaque acte d'engagement est mis dans une enveloppe fermée et portant de façon apparente la mention « Lot n°.....».

(10) Supprimer la mention inutile.

(11) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



Annexe 2

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Mode de passation : Appel d'offres ouvert simplifié sur offres des prix

Objet du marché : Appel d'offres ouvert sur offres des prix N° 20/AUKSS/2023 relatif à l'élaboration du plan vert de la ville de Sidi Slimane, Province de Sidi Slimane.

A - Pour les personnes physiques:

Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte:

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du domicile élu:

Affilié à la CNSS(2) sous le numéro:

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (3) numéro(4): En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

2) Cas de l'auto-entrepreneur: Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du domicile élu:

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise: Relevé d'identité



bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (5) numéro(6):

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

B - Pour les personnes morales:

1) Cas des sociétés: Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de:

Numéro téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du siège social de la société: (1)

Adresse du domicile élu:

Affiliée à la CNSS, sous le numéro:(7)

Inscrite au registre du commerce....., sous le numéro:

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(8) numéro(9):

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

Cas des établissements publics:

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(dénomination de l'établissement).

Numéro téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du siège:

Affiliée à(10).....sous le numéro:

Inscrit au registre du commerce de(11).....(localité) sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise(7):

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro(7):

Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché:

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(12) numéro(13):



En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

Cas des coopératives ou union des coopératives: Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital social de

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives:

Adresse du domicile élu:

Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro

Affiliée à la CNSS sous le numéro(5):

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro:

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR)(14) numéro(15):

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés;

Déclare sur l'honneur:

- 1 - que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics;
- 2 - m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle;
- 3 - m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance: – à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché; – à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
- 4 - atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur;
- 5 - atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire;
- 6 - étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres;(16)



7 - je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché;

8 - je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution;

9. j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts;

10 - j'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré; Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars

2023.

11- atteste que je remplis les conditions prévus par l'article 1er du dahir N° 1-02-188 du 12 Joumada I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi N° 53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises.

Fait à le

Signature et cachet du concurrent

- (1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur ;
- (2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale
- (3) Supprimer la mention inutile.
- (4) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (5) Supprimer la mention inutile.
- (6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (7) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (8) Supprimer la mention inutile.
- (9) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.



- (10) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (11) Lorsque l'établissement public est assujetti à cette obligation.
- (12) Supprimer la mention inutile.
- (13) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (14) Supprimer la mention inutile.
- (15) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (16) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.

